

Gérer l'islam en Suisse

●●● **Stéphane Lathion**, Fribourg

Maître-assistant à la Faculté de théologie, Université de Fribourg, coordinateur du GRIS (Groupe de recherche sur l'islam en Suisse)

Sur la base du recensement 2000, la population musulmane résidant sur le territoire helvétique est estimée aujourd'hui à près de 400 000 personnes, soit un pourcentage non négligeable de 4,3 % de la population. Jusqu'à récemment, la présence de l'islam en Suisse avait suscité peu de conflits sociaux, mais depuis une dizaine d'années, différents problèmes ont surgi sur la scène publique. Comment gérer, intégrer cette nouvelle réalité ? Comment concilier liberté religieuse et laïcité, et passer des bonnes intentions aux actes ?

Le contact de la Suisse avec l'altérité musulmane ne s'est pas effectué à travers un contexte colonial et n'a pas hérité des suspicions découlant des indépendances. L'islam « institutionnalisé » a fait son apparition en Suisse au début des années '60, avec la création du premier centre islamique à Genève sous l'impulsion de Saïd Ramadan fuyant la répression nassérienne. Toutefois, malgré l'indéniable importance idéologique et sociale des activités menées à Genève, la grande majorité de la communauté musulmane installée en Suisse vit dans la partie alémanique et se compose de populations originaires d'ex-Yougoslavie (principalement du Kosovo), de Bosnie-Herzégovine, de Turquie et d'Albanie. La population musulmane de Suisse résulte d'abord d'une immigration économique dans les années '60, puis des regroupements familiaux des années '70. Vinrent ensuite les exilés de l'ex-Yougoslavie, de l'Afrique du Nord ainsi que de l'Afrique subsaharienne : cette dernière vague est le résultat des multiples guerres civiles et dictatures qui provoquent un asile politique et parfois humanitaire. Enfin, un dernier élément est constitutif de la réalité musulmane en Suisse en ce début de XXI^e siècle : ce sont les enfants et petits-enfants nés, scolarisés et enracinés en Suisse, fruits des regroupements familiaux commencés dans les années '70.

Officiellement, la Suisse compte quatre mosquées et quatre-vingt-quinze salles de prière. Reste qu'à l'instar d'autres pays européens, le financement de leurs lieux de culte constitue un véritable problème pour les musulmans résidant en Suisse.

Un islam « dynamique »

Le réseau associatif musulman pour sa part est bien développé. Il peut faciliter des rencontres entre musulmans, mais également des événements interreligieux, tels que des expositions, des récitals ou des lectures. Les associations sont des lieux de réunion, autant pour discuter de questions religieuses que pour se divertir. Les jeunes organisent des tournois de sport, les femmes se réservent une après-midi de piscine, les hommes se réunissent pour divers jeux et tous organisent ensemble les grandes fêtes musulmanes telles que l'*Aïd el-Fitr* et l'*Aïd el-Kebir* (La fête de rupture du Ramadan et la fête du mou-

1 • Stéphane Lathion collabore au projet zurichois sur l'enseignement religieux et la formation des imams, dans le cadre du projet de recherche du FNRS PNR58. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages sur la question de l'islam en Europe, dont *Islam et musulmans en Europe. La transformation d'une présence*, La Medina, Paris 2003, 250 p.

ton). Nombre de ces associations organisent des cours d'arabe et des cours d'introduction à la lecture du Coran.

Ce «dynamisme» des associations musulmanes est toutefois à nuancer, tant par le peu de variété des activités organisées que par leur manque d'ouverture au reste de la société. Et si l'on ne peut nier une réelle volonté de s'intégrer dans la société suisse laïque, les actions concrètes susceptibles d'améliorer cette rencontre restent rares, et c'est à regretter. C'est dans cette direction que musulmans et non musulmans devraient unir leurs efforts afin de concrétiser les bonnes intentions déclarées par les responsables politiques et associatifs de tous bords.

Une laïcité « dynamique »

La laïcité, telle que nous la comprenons, est avant tout une idée, une volonté, avant d'être un cadre juridique. Il s'agit d'un processus dynamique de changement social, de modification du regard sur le religieux. Et sans revenir ici sur les aléas religieux de l'histoire suisse, il est important d'avoir à l'esprit que le passé garde une influence non négligeable dans la gestion du présent.

Les affaires religieuses sont de la compétence des cantons. Dès lors, vous trouvez un enseignement religieux (avec une influence catholique) dans des cantons comme le Valais et Fribourg, un enseignement plus œcuménique dans le canton de Vaud et une forte réticence face à tout enseignement de ce genre dans les cantons laïcs de Genève et

Neuchâtel (ce dernier ayant toutefois adouci sa posture récemment).

Un facteur pouvant entraver cette laïcité dynamique est, à mes yeux, l'insécurité identitaire, la crainte des réaffirmations religieuses dans l'espace public. Le pluriel est ici légitime car on ne parle pas uniquement de l'islam. Les Eglises traditionnelles réinvestissent également l'espace public, que ce soit en France, en Espagne ou en Italie, notamment. Cette résurgence dérange ceux qui pensaient avoir réglé son compte à la religion, en la confinant dans la sphère privée de l'individu.

Pourtant, il me semble que la laïcité est suffisamment armée pour répondre aux défis qui lui sont proposés. Elle n'a pas à être figée, elle se doit d'être flexible afin de répondre aux changements inévitables des sociétés. Il ne faut pas que la laïcité et ses « gardiens » se sentent menacés par le retour du religieux, mais plutôt qu'ils prennent acte de

Fête des voisins 2006 à la mosquée de Genève



religions

cette nouvelle réalité. Que forts de leurs atouts et de leur expérience de laïcité garante de la paix confessionnelle, ils s'efforcent de continuer d'appliquer, le plus équitablement possible, ses deux principes fondateurs : la séparation et la neutralité.

Il n'est pas impossible, au vu des évolutions en cours, que la nouvelle réalité impose aux autorités de redéfinir les limites de l'expression religieuse dans l'espace public (voir, par exemple, la polémique autour de la *burka*). Il s'agira, tout en restant dans le pacte laïc, de préserver la paix confessionnelle dans le respect des différences et sans discrimination à l'encontre d'un culte. L'important, au moment d'aborder l'altérité, est d'avoir confiance en ses propres valeurs et en son cadre juridique. En effet, ni la crainte ni la naïveté béate ne sont bonnes conseillères car toutes deux parasitent la façon d'observer la réalité et les analyses constructives susceptibles d'être imaginées. Je préfère l'image d'une main de fer dans un gant de velours ; privilégier la confiance, tout en restant vigilant et ferme sur certaines valeurs et principes non négociables (libertés individuelles, égalité et dignité des personnes, respect du pluralisme, justice égale pour tous...). Pour ce faire, il faudra bien prendre le temps de la réflexion pour définir ensemble les valeurs et les principes essentiels qui fondent l'identité suisse contemporaine. Il sera ainsi plus aisé de voir ensuite qui sont ceux qui adhèrent à ces principes et les vivent, et ceux pour qui ils s'avèrent inacceptables ou inapplicables...

Je ne prendrai qu'un exemple pour illustrer cela : les demandes de dispenses pour les cours mixtes de natation. Un arrêté datant de 1993 autorisait l'octroi de telles dispenses au nom du respect de la liberté de croyance et de

pratique. Mais, fin octobre 2008, la plus haute instance juridique suisse, le Tribunal fédéral (TF), a débouté un père tunisien qui refusait que ses fils suivent les cours mixtes de natation. L'argument retenu pour « ce retour en arrière » a été de privilégier l'intérêt de l'enfant à apprendre à nager et à s'intégrer, plutôt que le principe de liberté de conscience.

Mesurer les intérêts

La décision du TF est parfaitement cohérente. Elle fait une juste pesée d'intérêts sur une question où la liberté religieuse a souvent été utilisée comme un prétexte. Les enseignants ont ainsi aujourd'hui un cadre légal clair sur lequel s'appuyer, même s'ils doivent toujours faire preuve de pragmatisme et parfois négocier au cas par cas.

Cette attitude rappelle le raisonnement élaboré pour répondre à une demande d'un sikh d'être dispensé de l'obligation de porter un casque pour conduire sa moto, au nom de l'impératif religieux de porter un turban (dispense octroyée sans problème au Royaume-Uni au nom du respect d'un multiculturalisme assumé). Les autorités helvétiques, tout en reconnaissant l'impératif religieux et en le respectant tout autant que les britanniques, ont choisi de privilégier la sécurité physique du motocycliste (quelle que soit sa confession). Le principe de sauvegarde de l'intégrité physique de l'individu prime, dans ce cas, sur sa liberté de conscience.

Ces exemples montrent une direction, proposent une piste de dialogue qui ne se focalise pas sur la revendication religieuse. On est à l'écoute de cette dernière, on mesure sa pertinence et son importance, mais si les autorités estiment qu'un principe supérieur peut

être invoqué, une réponse négative peut être donnée sans pour autant froisser ou blesser les convictions de personne.

Pour terminer, il me faut aborder l'initiative anti-minarets sur laquelle le peuple suisse devra se prononcer en novembre. La proposition émane du parti de droite UDC (Union démocratique du centre) et vise à interdire la construction de minarets en Suisse. Faisant de l'immigration et de l'islam son fond de commerce depuis bientôt une décennie, ce parti s'efforce d'instrumentaliser l'islam et les peurs qu'il suscite auprès de la population, pour renforcer ses positions.

Objectivement, l'initiative a très peu de chances d'être acceptée (le gouvernement, tous les partis se sont prononcés contre, et même les principaux ténors de l'UDC ne vont pas faire campagne pour cela).² Il n'en reste pas moins que, vu le contexte économique difficile qui s'annonce et le contexte international explosif dans le monde musulman, une petite étincelle de violence quelques semaines avant la votation pourrait remettre en cause toutes les « certitudes ».

Ainsi, même si l'objet en lui-même de l'initiative, « l'interdiction des minarets », n'est qu'anecdotique (la grande majorité des musulmans de Suisse n'en

font pas une revendication essentielle, l'argument étant beaucoup plus d'ordre architectural et esthétique que religieux), symboliquement, le message qui leur serait envoyé en cas d'acceptation serait terrible : « On ne veut pas de vous ici ! Vous ne serez jamais ici chez vous ! » De plus, hors de nos frontières également, la valeur symbolique d'une acceptation de l'initiative serait désastreuse pour l'image d'une Suisse ouverte, accueillante, pluraliste et solidaire...

Enjeux pour demain...

Pour conclure ce survol de pistes de réflexion pour améliorer la gestion publique de la présence musulmane en Suisse, je souhaiterais mettre en évidence trois éléments.

Premièrement, l'importance de réussir à dépasser le climat de suspicion, de méfiance qui parasite les relations entre musulmans et non musulmans. Les deux parties ont leur part de responsabilité et doivent essayer de surmonter leur méconnaissance réciproque afin d'entrer dans un véritable dialogue. Le dialogue est le prélude indispensable à des collaborations concrètes au niveau local, autour de projets sociaux (c'est dans l'action que l'on dépasse le plus facilement les différences et que l'on se rend compte de ce qui rassemble). Il faudra aussi prendre conscience, dans les deux « camps », qu'entrer en dialogue, ce n'est pas abdiquer ses valeurs, ses principes, c'est au contraire, forts de ceux-ci, oser la rencontre avec l'autre.

Deuxièmement, il me semble essentiel pour les représentants non musulmans de faire attention à l'usage du terme de *société d'accueil* quand ils parlent à des musulmans. Bon nombre d'entre eux sont d'ici ! Ils n'ont pas à être ac-

2 • Le Conseil suisse des religions (SCR), qui regroupe les principales organisations juives, chrétiennes et musulmanes de Suisse, a rejeté le 2 septembre l'initiative populaire « contre la construction de minarets » qui « instrumentalise la religion à des fins politiques ». Plutôt que de miser sur l'exclusion, le SCR a appelé à promouvoir activement l'intégration des communautés islamiques en Suisse par des mesures concrètes. C'est la première fois depuis la fondation du SCR (2006) qu'un organe national composé de juifs, de chrétiens et de musulmans publie un document commun sur un projet de votation. (n.d.l.r.)

religions

cueillis, ils sont chez eux. Simultanément, les musulmans ont la responsabilité d'assumer leurs devoirs de citoyens, de membres de la société suisse et de faire de leur mieux pour que le « vivre ensemble » se passe de la meilleure des façons.

Troisièmement, je souhaiterais demander aux musulmans d'oser sortir d'une attitude qui ressemble fort à de la schizophrénie. D'un côté, ils vivent un islam adapté, pragmatique dans leur quotidien, mais de l'autre, au moment de « dire » l'islam, ils se transforment en défenseurs d'un islam idéalisé, traditionaliste qui ne ressemble en rien à ce qu'ils vivent. Il leur faut assumer que ce qu'ils vivent est aussi l'islam. Cela me semble être une voie saine pour laisser s'exprimer la diversité des pratiques que l'on peut observer au sein des communautés musulmanes en Europe.

En ce sens, le travail d'Abdenmour Bidar autour de l'idée d'un *Self Islam* et plus récemment ses réflexions sur un existentialisme musulman sont des plus intéressants.³ Mais pour qu'une telle attitude puisse se généraliser, il est de la responsabilité des sociétés européennes d'offrir à ses citoyens européens de con-

fession musulmane des chances (en matière de travail, de logement...) réellement égales, afin qu'ils puissent vraiment s'y sentir membres à part entière.

Relativiser la menace

La laïcité n'est nullement menacée, tant les avantages qu'elle garantit à tous les individus (quelles que soient leurs croyances ou absence de croyance) sont admis par une très grande majorité de la population. En outre, tout le monde est convaincu que même si ce n'est pas là le meilleur des cadres pour gérer les phénomènes religieux, il reste celui qui permet une coexistence respectueuse des différences de chacun. Dès lors, la menace n'existe que pour ceux qui ont une perception très restrictive de la laïcité, comprise comme une suspicion envers toute expression religieuse dans l'espace public.

S'il y a danger, ce n'est pas de par l'islam (terme générique et abstrait) mais du fait de certains individus qui, au nom d'une compréhension de leur foi, sont prêts à remettre en cause par la violence les règles du vivre ensemble, les valeurs et le cadre social existant dans nos sociétés. Le danger existe, mais il ne faut pas faire l'amalgame entre des groupuscules et la grande majorité qui se sent bien intégrée en Suisse, accepte le cadre légal en place et se reconnaît dans les valeurs européennes de respect des droits de l'individu, de dignité humaine, d'égalité, de justice...

St. L.

Faut-il avoir peur des minarets ?

Une série de débats proposée par le Conseil œcuménique et interreligieux du canton de Vaud.

Mercredi 14 octobre, 20h, Aigle, Ecole professionnelle

Jeudi 29 octobre, 20h Yverdon, aula du Château

Jeudi 3 novembre, 20h, Payerne, Maison de paroisse (EERV)

3 • **Abdenmour Bidar**, *Self Islam*, Seuil, Paris 2006, 234 p., et *L'islam sans soumission, Pour un existentialisme musulman*, Albin Michel, Paris 2008, 272 p.